

# 2019 : croissance revue à la baisse dans la zone euro...

En 2019, les prévisions des économistes sont relativement pessimistes. La croissance dans la zone euro est pointée du « doigt ». Malgré les tensions économiques qui persistent Outre-Atlantique, en particulier avec la Chine et plus récemment avec l'Iran, le FMI affirme qu'en plein Brexit, « l'Europe tire la croissance vers le bas. » Et pourtant, en termes de PIB, c'est l'ensemble de l'Union européenne qui occupe la deuxième place mondiale, devancée par les Etats-Unis et devant la Chine.

La croissance économique sera modérée voire faible pour l'ensemble de l'Union européenne en 2019. Dans les milieux « autorisés », c'est devenu une certitude. On assiste partout à de fortes prévisions à la baisse dans la zone euro.

Les « experts » parlent d'un taux de croissance moyen des PIB dans l'UE de 1,3%, en recul de 0,6% par rapport à 2018. Les pays les plus touchés seraient l'Allemagne (1,1%) et l'Italie (0,2%). Au milieu de tout ça la France envisageait en novembre de tirer son « pingle du jeu » à 1,6% !

L'économie française ralentit, mais moins que ses voisins

La Commission européenne a révisé à la baisse cet optimisme. Elle table pour la France sur un taux de 1,3%, exactement dans la moyenne de la zone euro, qui est autour de 1,5% dans le reste de l'Union. Chez nous, le chiffre de l'Insee pour le premier trimestre (0,3%) confirme cette dernière estimation moins optimiste !

La singularité de ces prévisions tient à la mise en retrait de l'Allemagne. En automne, nos voisins étaient moins pessimistes avec un taux prévisionnel de 1,8%. Les baisses de production dans son industrie automobile, liées à ses difficultés d'exportation particulièrement aux Etats-Unis, sont directement responsables de cette nouvelle estimation à 1,1%.

L'Italie est l'autre partenaire, jugé en grande difficulté. La situation économique a été revue à la baisse à plusieurs reprises pour parvenir à un correctif de près de 1% pour parvenir à un accord avec la Commission européenne à Bruxelles.

Maigre satisfaction avec une inflation contenue (1,6%) qui montre le lourd handicap pour retrouver un taux de croissance minimum acceptable pour maintenir l'ensemble des paramètres économiques dans une Union européenne paralysée, au milieu d'un contexte mondial sous tensions. Tous ces éléments ont été anticipés tant par la Banque centrale européenne et le FMI.

Les recommandations de l'OCDE interpellent la France!

Contrairement aux idées reçues, les crises n'arrêtent pas le progrès. La progression scientifique et technologique dans le monde des pays développés est très rapide. Elle influe sur l'évolution de la société. La France n'a pas à rougir de ses performances dans tous de très nombreux secteurs.

Au cours des années, au-delà des atouts et des performances, connues et reconnues, dans tous les domaines, nous souffrons en France depuis des dizaines d'années de lourds handicaps. On n'efface pas en quelques mois, voire même en quelques années, le cumul de mauvaises habitudes, de choix non profitables ou d'erreurs flagrantes. Entre le dire et le faire, l'action tardive, associée à l'absence de résultats concrets est synonyme de carence et d'immobilisme qui aggravent la situation.

Le déficit permanent, voisin des 3%, est toujours considéré comme non maîtrisé, aux yeux de Bruxelles. La dette frise les 100% du PIB. Le déficit du commerce extérieur ne diminue pas (> 60 Md€, -). Les impôts et taxes sont prohibitifs. Ils occupent une première place dans l'Union européenne ! Les dépenses publiques ne cessent d'augmenter. Le gaspillage des dépenses publiques ne diminue pas. Inutile de revenir sur le nombre de sans-emploi, (chômeurs ou demandeurs), qui dépasse les 6 millions, sans parler des travailleurs « pauvres ».

En réaction à cette situation, la France s'est lancée dans une kyrielle de réformes, engagées, en train d'être mises en place, envisagées à moyen terme ou prévue pour 2025 ! L'OCDE s'exécute en tentant par ses recommandations de stimuler cette tentative de maintien de faible croissance. Elle insiste sur un point particulier : « cet ensemble de réformes doit être profitable à la réduction des inégalités. » Les ménages les plus modestes, à faible revenu doivent percevoir des améliorations significatives dans leur « pouvoir de vivre ».

L'étude de l'OCDE, commandée par le Secrétaire général en collaboration avec le Ministre de l'Économie, souligne les points importants à exploiter pour valoriser ces réformes, sur fond de création d'emplois, de soutien aux entreprises jeunes et dynamiques, de mobilité sociale, de diminution des obstacles administratifs et de réduction des dépenses publiques.

En conclusion, un retour rapide à la table des négociations

Le rôle de l'État est essentiel, même si les obstacles et les handicaps demeurent. Incapables de se fixer des objectifs concrets avec leurs dirigeants en matière d'activité, d'emploi et de politique salariale, les partenaires sociaux se regardent dans une totale passivité. L'État apparaît comme complice de cette situation. Tous ces défis à relever ne pourront se faire sans un dialogue social élargi par le gouvernement à l'ensemble des acteurs (organismes patronaux, syndicats, corps sociaux, milieux associatifs, salariés et gilets jaunes, etc.)

Par ailleurs, dans ses négociations, il faudra aussi, sans défaillance, encourager la créativité et l'invention avec une volonté et une détermination sans faille. Il y va de l'avenir de la France, de sa compétitivité et de son avenir. La part du privé pour la recherche, comparée à celle du public, doit être augmentée proportionnellement. La place et la considération des salariés dans le travail sont primordiales. Ce n'est pas en offrant 87% de CDD de courte durée dont près de 40 % de moins d'un mois qu'on règle le problème du chômage et des sans-emploi !